



RAPPORT 2023

Inclure en toutes circonstances

Une éducation sans interruption pour les enfants handicapés

Messages clefs



Environ 72 millions d'enfants dans le monde ne sont pas scolarisés en raison de situations d'urgence et de crises prolongées. Parmi eux, 17 % sont des enfants handicapés.

En Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, plus de 13 250 écoles ont fermé leurs portes, dont 6 150 au Burkina Faso.

À Madagascar, les inondations et les cyclones qui ont détruit le matériel pédagogique et les infrastructures ont eu des effets dévastateurs sur la continuité de l'éducation.

En 2022, la plupart des foyers de Gaza (90,4 %) et de Cisjordanie (70,1 %) ont déclaré avoir besoin de cours de rattrapage pour leurs enfants.



Les enfants et les jeunes handicapés sont confrontés à des obstacles considérables pour accéder à l'éducation et s'y épanouir. Ces obstacles sont exacerbés lorsque des crises multiples se chevauchent, comme la prolifération de conflits violents et souvent prolongés, la crise climatique et les épidémies. Il est essentiel de garantir un accès ininterrompu à l'éducation inclusive en toutes circonstances, avant, pendant et après les crises, afin de soutenir ces enfants en améliorant à la fois leur capacité à participer de manière significative à la société et leur employabilité future.



Les risques qu'un enfant subisse des perturbations d'apprentissage pendant une crise sont amplifiés lorsque de multiples facteurs de discrimination s'entrecroisent, notamment le genre, le handicap, l'âge, le statut socio-économique et le statut migratoire.

Dans les foyers touchés par la crise, les besoins éducatifs des enfants handicapés sont encore moins prioritaires, en particulier pour les filles qui sont également touchées de manière disproportionnée par les violences sexuelles et liées au genre, notamment les mariages d'enfants et les grossesses précoces, dont le risque augmente en temps de crise. De nombreuses écoles ne disposent toujours pas d'installations appropriées tenant compte des différences entre les genres, telles que des toilettes séparées, ni de pratiques d'enseignement favorisant le maintien à l'école et l'apprentissage des filles.



Lorsque la fermeture d'une école est inévitable, diverses mesures peuvent être prises pour limiter les perturbations et faire en sorte que tous les enfants puissent retourner à l'école dès que possible, notamment la mise en place de classes de rattrapage adaptées aux besoins individuels, des dispositions visant à rendre l'école et les services associés plus abordables et un soutien psychosocial pour accompagner le retour à l'école.



En cas de crise, la demande en services répondant aux besoins sous-jacents des enfants augmente et nécessite une collaboration intersectorielle (éducation, santé et réadaptation, nutrition, abri, protection, etc.). La mise en place de voies d'orientation au sein de l'école est un moyen de s'assurer que les enfants et les jeunes reçoivent un soutien approprié. Toutefois, lorsque les écoles deviennent inaccessibles, les services communautaires constituent un point d'entrée utile pour accéder à ces services.



Les membres du corps enseignant et le personnel éducatif sont parmi les premiers à intervenir dans les situations de crise, mais ils ont eux aussi du mal à continuer à travailler dans les situations d'urgence. Ils doivent surmonter des obstacles tels que des installations endommagées, du matériel pédagogique insuffisant et des fermetures intermittentes d'écoles, et s'adapter à l'organisation de cours à distance et hybrides. D'une part, les membres du corps

enseignant doivent être formés, équipés et préparés à enseigner de manière inclusive dans des circonstances changeantes et difficiles. D'autre part, ils doivent bénéficier de bonnes conditions de travail, d'opportunités de développement professionnel et d'un soutien pour leur santé mentale et leur bien-être.



Les méthodes d'apprentissage à distance, par le biais de la télévision, de la radio ou d'Internet, sont d'excellents outils pour maintenir la continuité de l'éducation en cas de crise. Cependant, elles ne sont souvent ni accessibles ni abordables. Les approches inclusives mixtes qui utilisent à la fois l'apprentissage numérique et les méthodes en face à face sont des solutions optimales pour soutenir tous les apprenants et apprenantes, y compris les personnes handicapées.



Les politiques et plans de réduction des risques de catastrophe (RRC) inclusifs doivent prendre en compte les vulnérabilités et les capacités de tous les élèves et du personnel, y compris les personnes handicapées. Le milieu scolaire joue un rôle essentiel à cet égard en mettant les élèves et les familles en contact avec des services de soutien intersectoriels, en activant des voies de gestion de cas et même en fournissant des abris temporaires.



L'aide mondiale à l'éducation s'est stabilisée au cours des cinq dernières années et près d'un quart des gouvernements ont réduit les ressources publiques consacrées à l'éducation en 2022. Le secteur de l'éducation ne reçoit que 2,9 % du financement humanitaire mondial, alors que l'objectif des Nations Unies est de 4 %. En outre, le financement de l'éducation ne répond souvent pas aux besoins des apprenants et apprenantes handicapés, tandis que les financements ciblés restent limités.



Outre l'augmentation du volume de financement, les dépenses d'éducation doivent donner la priorité à l'équité et à l'inclusion. **Une double approche du financement de l'éducation est nécessaire tout au long du processus de reprise de l'apprentissage.** Les décideurs politiques devraient allouer des fonds à la fois au renforcement de l'inclusion dans les programmes d'enseignement général et à la mise en œuvre de programmes ciblés sur le handicap qui répondent aux besoins spécifiques des apprenants et apprenantes handicapés en matière de soutien.



Le manque de synchronisation entre les efforts humanitaires et les efforts de développement peut poser des problèmes considérables. La fin du financement des projets d'urgence peut entraîner l'interruption de la fourniture de services d'éducation inclusive, les budgets nationaux ayant du mal à couvrir les coûts. Cela compromet en fin de compte la pérennité des résultats de l'éducation inclusive à long terme. Dans le même temps, en raison de l'absence de mécanismes d'investissement stables et à long terme, il est difficile de maintenir les progrès réalisés grâce aux interventions d'urgence et d'encourager l'appropriation locale.



Les acteurs locaux sont souvent le principal moyen d'identifier et d'atteindre les enfants dans les zones reculées ou à haut risque. Ils s'approprient également les initiatives en matière d'éducation et jouent un rôle essentiel dans leur pérennité. **Il est essentiel de donner la priorité au financement pour renforcer les capacités et l'implication des acteurs locaux dans les processus de prise de décision** afin de construire des systèmes éducatifs résilients capables de résister aux crises.



Bien que nous sachions qu'environ 16 % des apprenants et apprenantes souffrent d'un handicap, il peut être difficile de les identifier, en particulier dans les situations de conflit et de catastrophe naturelle. **Des données de qualité et désagrégées (au moins par handicap, genre et âge) constituent la base d'une prise de décision et d'une planification budgétaire éclairées.**



Au-delà de l'éducation dans les situations d'urgence, les gouvernements, les bailleurs de fonds et les acteurs de la société civile doivent travailler ensemble pour faire le lien entre les interventions humanitaires et les projets de développement, et assurer un financement cohérent tout le long du nexus réponse-relèvement-préparation.